



Perspectives économiques 2023-2028 pour la Belgique : la croissance se stabilise mais les finances publiques restent préoccupantes

La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 1,3% en 2023, puis à 1,6% en 2024 et atteindre 1,4% par an au cours de la période 2025-2028. Cette croissance s'accompagne d'une hausse du taux d'emploi jusqu'à 74,6% en 2028. L'inflation ne retombe sous la barre des 2% qu'en 2025. À politique inchangée, le déficit public dépasserait 5% du PIB à partir de 2026, entraînant une augmentation de la dette à 114% du PIB en 2028.

La croissance économique se stabilise

Parallèlement au ralentissement de l'inflation, la croissance du PIB a rebondi au premier trimestre de 2023 et resterait assez soutenue durant le reste de l'année. Sur base annuelle, la croissance du PIB belge ne dépasserait néanmoins pas 1,3% en 2023, en raison de la faible croissance dans la deuxième moitié de l'année dernière.

La croissance du PIB remonterait à 1,6% en 2024, sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture internationale et d'une légère reprise de la croissance de la demande intérieure. Au cours de la période 2025-2028, la croissance du PIB se stabiliserait à 1,4% par an.

La consommation des particuliers reste un des moteurs de la croissance

En 2023, le revenu disponible réel des ménages devrait augmenter de 4,4%. L'indexation des salaires et des allocations sociales est nettement supérieure à l'inflation et les mesures de soutien allègent la facture énergétique. Dans ce contexte, la consommation des ménages croîtrait de 2,5%.

En 2024, la croissance du revenu disponible réel serait nettement plus faible (1,0%), mais le ralentissement de la croissance de la consommation serait moins marqué (1,8%). Au cours de la période 2025-2028, la croissance du revenu disponible réel atteindrait, en moyenne, 1,5% par an et les dépenses de consommation progresseraient au même rythme.

Le taux d'emploi augmente sensiblement

Après des créations nettes d'emplois d'une ampleur remarquable en 2021 et 2022, l'année 2023 se caractérise par une progression moins importante (+52 000). En 2024, les créations d'emplois seraient du même ordre (+49 000). Sur la période 2025-2028, 44 000 emplois supplémentaires seraient créés en moyenne par an.

Le taux d'emploi atteindrait ainsi 74,6% en 2028, restant dès lors encore à distance de l'objectif de 80% du gouvernement fédéral.

Le taux de chômage remonterait à 8,4% en 2023, pour fléchir à 8,0% en 2024 et à 7,2 % en 2028.

Le déficit public repart à la hausse

En 2023, le déficit public repartirait à la hausse (4,8% du PIB contre 3,9% en 2022), puis reculerait légèrement à 4,7% en 2024. Il tendrait par la suite à augmenter chaque année, sous l'impulsion des dépenses de pensions et de soins de santé, et de la hausse des charges d'intérêts, pour atteindre 5,5% du PIB en 2028.

Exprimée en pour cent du PIB, la dette publique s'est fortement érodée en 2022 sous l'effet de l'inflation, mais remonterait à 114% en 2028.

L'inflation décélère nettement en 2023 mais ne refluerait que lentement par la suite

La hausse des prix à la consommation ralentirait de 9,6% en 2022 à 3,9% en 2023. L'inflation ne repasserait sous le seuil des 2% qu'en 2025.

Baudouin Regout, Commissaire au Bureau fédéral du Plan : *« Malgré l'ampleur des chocs qu'elle a dû subir ces dernières années, l'économie belge a fait preuve d'une grande résilience. Toutefois, ce tableau est terni par une importante détérioration des comptes publics qui seront pourtant mis à forte contribution dans les années à venir avec la hausse des dépenses sociales, les besoins en infrastructure et dans la Défense ».*

Le taux d'emploi se réfère ici au concept UE2020, ce qui signifie qu'il porte sur la classe d'âge des 20-64 ans et est basé sur l'enquête sur les forces de travail.

Ces Perspectives ont été élaborées en tenant compte des informations disponibles au 6 juin 2023.

À la mi-juillet, le Bureau fédéral du Plan publiera, en collaboration avec les services d'étude et statistique des trois Régions (IBSA, Statistiek Vlaanderen et IWEPS), des perspectives économiques régionales.